

<b>Demande déposée le 18/02/2020 et complétée le 25/05/2020</b>	
Par :	<b>Monsieur MARTINEZ Grégory</b>
Demeurant à :	<b>9 RUE DU TISSERAND LE CLOS DE BADET 33770 SALLES</b>
Sur un terrain sis à :	<b>9 RUE DU TISSERAND 33770 SALLES Parcelle : 498 AW 25p</b>
Nature des Travaux :	<b>construction d'un abri de jardin</b>

**N° DP 033 498 20 K0035**

**ARRETE  
DE NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE  
AU NOM DE LA COMMUNE De SALLES**

**Le Maire de la Commune de SALLES,**

VU la déclaration préalable présentée le 18/02/2020 par Monsieur MARTINEZ Grégory,  
VU l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'un abri de jardin
- sur un terrain situé 9 RUE DU TISSERAND ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande en date du 18/02/2020,  
conformément aux dispositions de l'article R\*424-5 du Code de l'urbanisme ;

VU le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 02/03/2001, modifié ;

VU le projet de révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U. arrêté en date du 07/03/2019, approuvé en date  
du 27/11/2019 et exécutoire à la date du 31/12/2019 ;

VU la prescription du PLUi-II par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes  
du Val de l'Eyre n° 2015-12/03 du 17/12/15 permettant de surseoir à statuer ;

VU la tenue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable du  
PLUi-II en date du 04/02/2019 ;

VU l'arrêt du PLUi-H par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Val  
de l'Eyre n° 2019-12/11 du 12/11/2019 ;

VU le règlement du lotissement « le Clos de Badet » n° 03349817K0011 accordé le 09/01/2018, modifié ;

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25/03/2020 relative à la prorogation des délais échus endant la période  
d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, modifiée par l'ordonnance  
427 du 15/04/2020 et l'ordonnance 560 du 13/05/2020 ;

**ARRETE**

*Article 1* : Il n'est pas fait opposition à la Déclaration Préalable

SALLES, le 17/06/2020  
P/Le Maire,  
L'Adjoint délégué,

  
Monique GRESSET



***N.B. : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas une lettre d'information vous serait transmise ultérieurement par les services de l'Etat .***

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Par dérogation au régime de droit commun, le décret n°2014/1661 en date du 29/12/2014 porte le délai de validité à 3 ans. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.